Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
L.
30 I 1952
Transmis à M. - 1 -
Overgemaakt aan de H.

MTL. Coordination 2 L.2515/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 22 novembre 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "concernant le statut des officiers auxiliaires de la force aérienne", et, le 18 décembre 1951, sur des amendements à ce projet, a donné en sa séance du 7 janvier 1952 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 22e November 1951 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het statuut van de hulpofficieren van de luchtmacht", en, de 18de December 1951, over amendementen op dit ontwerp, heeft ter zitting van 7 Januari 1952 het volgend advies gegeven :

Le projet a comme objet de régler dans ses détails le statut des officiers auxiliaires de la force aérienne, dont les articles 31 à 34 bis de la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne, modifiée par la loi du 14 juin 1951, fixent les règles générales.

Les articles 16, 17 et 27 du projet répètent certaines règles générales formulées dans cette loi respectivement en ses articles 32, alinéa 4, 33, § 1er, alinéa 2, et 10, § 3.

Le Conseil d'Etat est d'avis que ces dispositions peuvent être omises; il convient de s'abstenir de faire apparaître dans la forme réglementaire, des dispositions de nature législative.

\+

\+ \+

L'article 32 de la loi dispose que "les candidats officiers auxiliaires sont recrutés parmi les jeunes gens qui ont terminé avec succès les études moyennes du degré supérieur ou qui ont réussi des épreuves de valeur équivalente fixées par le Roi".

La loi n'a fixé qu'une condition d'études; il appartient au Roi, comme il l'a fait en l'article 2, 5°, b, du projet, de fixer des conditions d'études plus strictes pour les emplois qu'il détermine, mais il ne lui appartient pas de déléguer au Ministre de

.../...

la Défense nationale le soin de fixer les épreuves de valeur équivalente à celles des études moyennes du degré supérieur, soin qui lui est confié en termes exprès par le législateur.

Le Conseil d'Etat est d'avis que l'article 2, 5°,c, doit être omis en tant qu'il délègue au Ministre, d'une manière générale, le soin de fixer les épreuves équivalentes à celles de fin d'études moyennes du degré supérieur.

\+

\+ +

Les règles relatives à l'ancienneté de l'officier sont, en vertu des articles 118 et 124 de la Constitution, fixées par la loi.

C'est une loi du 14 juillet 1930 qui modifia l'article 11 de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, aux fins d'accorder aux officiers recrutés par la voie du cadre et ayant fait certaines études universitaires, un supplément d'ancienneté pour l'accession au grade de capitaine.

Pour exécuter cette disposition légale, fut pris l'arrêté royal du 26 août 1935 que l'article 23 du projet entend rendre applicable à certains officiers auxiliaires, admis dans les cadres actifs.

.../...

La loi du 15 septembre 1924 et celle du 14 juillet 1930 qui a accordé ce supplément d'ancienneté, ne sont pas applicables aux officiers de la force aérienne dont le statut est fixé par la loi du 3 avril 1948,modifiée par la loi du 14 juin 1951; ces dernières ne prévoient pas de supplément d'ancienneté pour les officiers recrutés par la voie du cadre et ayant fait certaines études universitaires.

L'article 23 du projet en voulant rendre l'arrêté royal du 26 août 1935 applicable à certains officiers de la force aérienne, méconnaît les règles du statut légal des officiers de la force aérienne relatives à l'ancienneté de ces officiers.

Le Conseil d'Etat est d'avis que cet article 23 doit être omis.

\+

\+ \+

En vertu de l'article 34 bis de la loi, une commission médicale doit donner son avis au Roi au sujet des officiers des trois catégories, inaptes physiquement au service actif et de réserve. Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y aurait lieu de prévoir quelle commission médicale sera appelée à donner son avis et la procédure qui sera suivie devant elle.

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement d'appliquer aux officiers auxiliaires

.../...

inaptes physiquement, l'arrêté royal du 25 octobre 1950 créant la commission militaire d'aptitude et de réforme et la commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu de le dire en termes exprès. Il propose un texte qui répond à ces intentions.

\+

\+ +

Pour le surplus, le projet appelle des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL RELATIF AUX OFFICIERS AUXILIAIRES DE LA FORCE AERIENNE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne, modifiée par la loi du 14 juin 1951, notamment les articles 31 à 34 bis;

.../...

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE 1er. - DES CANDIDATS OFFICIERS AUXILIAIRES.

Section 1ère - Du recrutement.

Article 1er.-

Pour être agréé comme candidat officier auxiliaire de la force aérienne, il faut :

1° être de nationalité belge;

2° être exempt d'infirmité ou de maladie entraînant l'exemption du service militaire ou l'ajournement;

3° avoir réussi les épreuves physiques et psychotechniques fixées par le Ministre de la Défense nationale;

4° remplir les conditions d'âge et d'études suivantes:

a) pour les candidats du personnel navigant : être porteur d'un certificat homologué d'études moyennes du degré supérieur et ne pas avoir dépassé l'âge de 24 ans;

b) pour les candidats du personnel technicien et d'administration : être titulaire du grade d'ingénieur technicien ou d'un grade faisant l'objet de deux ou trois années d'études supérieures et ne pas avoir dépassé l'âge de 26 ans; être titulaire d'un grade académique faisant l'objet de quatre années au moins d'études supérieures et ne pas avoir dépassé l'âge de 28 ans.

Article 2.-

Le nombre de candidats qui peuvent être agréés, pour chacune des catégories, sera fixé annuellement par le Ministre de la Défense nationale.

Article 3.-

Le Ministre de la Défense nationale agrée les candidats officiers auxiliaires.

Chaque année, il fixe le nombre des sessions de formation des candidats, la date du début de chaque session et, pour chacune d'elles, le nombre de candidats à agréer par catégorie.

Il fixe également les délais d'introduction des demandes d'agréation.

Article 4.-

Les candidats faisant partie d'une même session de formation sont tous agréés à la même date.

Article 5.-

Le candidat qui n'a pas été agréé peut présenter sa candidature une seconde fois.

Article 6.-

Quelle que soit sa situation militaire, le candidat souscrit un engagement de servir pendant cinq ans qui prend cours à la date de son agréation.

.../...

Le candidat conserve le grade dont il est revêtu dans les cadres actifs ou de réserve, au moment de l'agréation.

Article 7.-

§ 1er. Le candidat qui n'a pas encore acquis la qualité de militaire doit contracter un engagement préalable de deux ans, au plus tard la veille de la date prévue pour l'agréation; cet engagement est contracté par application des dispositions de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

§ 2. Le candidat militaire en congé illimité peut contracter par application de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, un rengagement préalable au plus tard la veille de la date prévue pour l'agréation; dans ce cas, il est repris avec le grade dont il était revêtu dans les cadres de réserve.

Article 8.-

§ 1er.- Le candidat qui a contracté un engagement préalable conformément à l'article 7, § 1er; et qui n'est pas agréé, obtient,à sa demande, la résiliation de son engagement. Il reste, le cas échéant, soumis aux obligations des miliciens de son âge ou, s'il ne peut plus participer aux opérations de milice avec ces derniers, aux obligations des miliciens appartenant à la prochaine levée.

.../...

§ 2. Le rengagement préalable contracté par le candidat, ancien militaire en congé illimité, conformément à l'article 7, § 2, est résilié d'office si la candidature n'est pas agréée; à la demande de l'intéressé, un préavis de trois mois peut lui être accordé avant son renvoi en congé illimité.

Toutefois, ce rengagement n'est pas résilié d'office si l'intéressé obtient l'autorisation du Ministre de la Défense nationale de présenter à nouveau sa candidature à une prochaine agréation; dans ce cas, il conserve son grade jusqu'à son agréation. S'il n'est pas agréé, l'alinéa 1er du présent paragraphe lui est applicable.

Section II. De l'avancement dans les grades subalternes et de la formation des candidats agréés.

Article 9.-

La formation du candidat agréé comprend une phase de formation spéciale propre à chaque catégorie et un stage probatoire dans une unité ou service.

Le programme de formation, la durée de la phase de formation propre à chaque catégorie et la durée du stage sont fixés par le Ministre de la Défense nationale.

Le Ministre peut éventuellement supprimer le stage dans uneunité ou un service.

.../...

Article 10.-

Les conditions d'avancement dans les grades subalternes des candidats agréés sont fixées par le Ministre de la Défense nationale.

Ces conditions peuvent varier suivant la catégorie envisagée et le temps de formation prévu.

Section III. - De la résiliation de l'engagement des candidats agréés.

Article 11.-

§ 1er. Si le candidat agréé n'est pas nommé sous-lieutenant auxiliaire, l'engagement de cinq ans dont il est question à l'article 6 est résilié d'office.

§ 2. La résiliation entraîne la remise en vigueur de l'engagement contracté en vertu de l'article 7, § 1er. Le temps passé comme candidat agréé n'est pas décompté de la durée de l'engagement préalable. L'intéressé reprend le grade acquis dans les cadres actifs et dont il était éventuellement revêtu au moment de l'agréation.

§ 3. La résiliation entraîne l'envoi en congé illimité du candidat agréé, ancien militaire en congé illimité; à sa demande, un préavis de trois mois peut lui être accordé avant son envoi en congé illimité.

.../...

Toutefois, à la demande de l'intéressé, le rengagement qu'il a éventuellement contracté en vertu de l'article 7, § 2, peut être remis en vigueur. Le temps passé comme candidat agréé n'est pas décompté de la durée du rengagement.

L'intéressé reprend le grade acquis dans les cadres actifs et dont il était éventuellement revêtu au moment de l'agréation.

§ 4. La résiliation entraîne pour le milicien l'obligation d'achever son terme de service actif. Le temps passé comme candidat agréé n'est pas décompté de la durée de ce terme.

Il reprend le grade dont il était éventuellement revêtu au moment de l'agréation.

§ 5. La résiliation entraîne pour le candidat agréé, officier de réserve, sa réintégration dans les cadres de réserve; à sa demande un préavis de trois mois peut lui être accordé.

Le temps passé comme candidat agréé n'est pas décompté de son ancienneté d'officier de réserve.

Article 12.-

§ 1er. Si le candidat agréé du personnel navigant devient inapte au seul service navigant, l'engagement de cinq ans dont il est question à l'article 6 est résilié d'office et l'article 11, §§ 2 à 5, lui est applicable.

.../...

§ 2. Ce candidat peut, s'il est noté favorablement par ses supérieurs hiérarchiques, obtenir, à sa demande, son maintien en activité avec son grade en vue de son agréation éventuelle dans une autre catégorie.

Cette agréation doit être prononcée, s'il y a lieu, avec celles des candidats de la première session qui s'ouvrira dans cette catégorie; le grade obtenu antérieurement lui reste acquis.

La date d'agréation dans la nouvelle catégorie est le point de départ d'un nouvel engagement de servir pendant cinq ans.

Si le candidat n'est pas agréé dans sa nouvelle catégorie, l'article 11, §§ 2 à 5, lui est applicable.

CHAPITRE II. - DES OFFICIERS AUXILIAIRES.

Section 1ère. De la nomination au grade de sous-lieutenant auxiliaire.

Article 13.-

Pour pouvoir être nommé sous-lieutenant auxiliaire, le candidat doit remplir les conditions suivantes :

1° avoir satisfait à une épreuve professionnelle clôturant la phase de formation spéciale à chaque catégorie prévue à l'article 9;

.../...

2° avoir éventuellement subi le stage probatoire dans une unité ou un service prévu à l'article 9;

3° avoir, depuis le jour de l'agréation, 15 mois de service effectif pour les candidats du personnel navigant, et respectivement 12 et 6 mois pour les candidats du personnel technicien et d'administration visés à l'article 1er, 3°, b;

4° être noté favorablement par ses supérieurs hiérarchiques.

Article 14.-

Si le candidat officier auxiliaire est officier de réserve, il doit offrir sa démission d'officier de réserve la veille du jour de sa nomination au grade de sous-lieutenant auxiliaire.

Section 2. De la subordination.

Article 15.-

Pour la subordination, l'officier auxiliaire est, en temps de paix, placé sur le même rang que l'officier de réserve qui s'est engagé à servir dans une formation active pour une durée limitée.

Article 16.-

La subordination des officiers auxiliaires entre eux est déterminée par l'ancienneté dans le dernier grade.

.../...

Si le brevet du dernier grade est de la même date, la subordination est déterminée par l'ancienneté de sous-lieutenant auxiliaire et, à ancienneté égale de sous-lieutenant, par le classement opéré pour l'obtention de ce grade.

Section 3. Du changement de catégorie.

Article 17.-

L'officier auxiliaire ne peut changer de catégorie.

Article 18.-

§ 1er. L'officier auxiliaire du personnel navigant qui est reconnu inapte au seul service navigant est rayé d'office du personnel navigant.

Toutefois, le Ministre de la Défense nationale peut, si l'intéressé en fait la demande, le maintenir dans un emploi de sa catégorie jusqu'au moment où il aura accompli un terme de service d'au moins deux ans et le mettre ensuite en congé illimité.

§ 2. Par dérogation à l'article 17, l'officier auxiliaire du personnel navigant reconnu inapte au seul service navigant peut, à sa demande, être transféré, par le Ministre de la Défense nationale, dans une autre catégorie pour y achever le terme de son engagement. Le Ministre prendra l'avis d'un comité spécial dont il fixe la composition.

.../...

Article 19.-

Si l'officier auxiliaire reconnu inapte au seul service navigant n'a obtenu ni son transfert dans une autre catégorie, ni son maintien temporaire, son engagement est résilié d'office.

Dans ce cas, il est placé immédiatement en congé illimité s'il était au moment de son engagement militaire en congé illimité ou officier de réserve ou s'il a accompli au moins deux ans de service actif.

Si l'intéressé n'a pas accompli au moins deux ans de service actif, il reste soumis, le cas échéant, aux obligations des miliciens de son âge ou, s'il ne peut plus participer aux opérations de milice avec ces derniers, aux obligations des miliciens appartenant à la prochaine levée.

Article 20.-

L'officier qui a obtenu son transfert dans une autre catégorie y prend rang avec son grade et son ancienneté de sous-lieutenant.

Dans ce cas, les règles de classement des officiers d'active qui ont changé de catégorie leur sont applicables.

.../...

Section 4. Du passage dans les cadres actifs.

Article 21.-

Pour pouvoir être admis dans les cadres actifs, l'officier auxiliaire doit :

1° avoir satisfait à l'épreuve scientifique et littéraire prévue par la réglementation relative au recrutement des sous-lieutenants par la voie du cadre ou en avoir été dispensé sur base de la même réglementation;

2° avoir satisfait aux épreuves de fin de cours de perfectionnement pour officiers des cadres actifs;

3° avoir satisfait à l'épreuve linguistique prévue par la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée pour l'examen définitif de sous-lieutenant par la voie des cadres;

4° être noté favorablement par ses supérieurs hiérarchiques.

Article 22.-

Par dérogation aux dispositions réglementaires relatives au recrutement des sous-lieutenants par la voie du cadre, l'épreuve prévue à l'article 21, 1°, peut être présentée par le candiat officier auxiliaire ou par l'officier auxiliaire, au cours de son engagement, quel que soit son âge.

.../...

Article 23.-

Les candidats qui remplissent les conditions fixées à l'article 21 sont classés par un comité spécial dont la composition est déterminée par le Ministre de la Défense nationale.

Article 24.-

Les candidats sont admis dans les cadres actifs suivant l'ordre établi par le comité dont il est question à l'article 23 et à concurrence du nombre d'emplois fixé annuellement pour chaque catégorie.

Cette admission se fait à l'issue de la cinquième année de l'agréation comme candidat officier auxiliaire.

Article 25.-

§ 1er. L'officier auxiliaire est admis dans les cadres actifs avec son grade.

§ 2. Son ancienneté de sous-lieutenant est fixée au 27 décembre de la seconde année qui suit celle de son agréation comme candidat officier auxiliaire, quel que soit le mois au cours duquel cette agréation a eu lieu.

Toutefois, l'ancienneté de sous-lieutenant ne peut jamais être supérieure à celle de sous-lieutenant auxiliaire.

§ 3. Les pertes d'ancienneté subies comme officier auxiliaire sont décomptées de l'ancienneté de sous-lieutenant d'active.

.../...

Article 26.-

Les officiers auxiliaires admis dans les cadres actifs avec la même ancienneté de sous-lieutenant sont classés entre eux suivant leur ancienneté de sous-lieutenant auxiliaire et,à ancienneté égale dans ce grade,suivant l'ordre de classement dont il est question à l'article 23.

Article 27.-

L'officier auxiliaire dont l'ancienneté de sous-lieutenant fixée suivant l'article 25, § 2, aurait pour effet de le classer pour l'avancement parmi les officiers d'un grade inférieur à celui dont lui-même est revêtu, recevra un classement provisoire à la suite des officiers de son grade jusqu'au moment de la promotion à ce grade des officiers de sa catégorie plus anciens que lui dans le grade de sous-lieutenant des cadres actifs; à ce moment il sera classé à la suite de ces officiers promus à ce nouveau grade.

Section 5. Du passage dans les cadres de réserve.

Article 28.-

L'officier auxiliaire qui, à l'issue de son engagement de cinq ans, n'est pas admis dans les cadres actifs, est versé dans les cadres de réserve avec son grade et son ancienneté de sous-lieutenant auxiliaire ou l'ancienneté de sous-lieutenant de réserve qu'il avait acquise avant son passage dans le cadre auxiliaire.

.../...

Section 6. De la démission du grade.

Article 29.-

Lorsque, pour des raisons d'ordre disciplinaire, pour inaptitude morale ou pour inaptitude professionnelle, il est estimé qu'un officier auxiliaire ne donne plus satisfaction, son chef de corps établit un rapport circonstancié, soit de sa propre initiative, soit sur invitation du Ministre de la Défense nationale.

Le rapport, accompagné des avis éventuels des chefs intermédiaires, est porté à la connaissance de l'officier intéressé; celui-ci y appose sa signature sous la mention "Vu" et peut, dans un délai de huit jours à dater de sa signature, y joindre un mémoire justificatif.

Le rapport est transmis au Ministre de la Défense nationale qui, s'il estime les faits reprochés susceptibles d'entraîner la démission du grade, ordonne la réunion d'un conseil d'enquête chargé de donner au Roi un avis sur l'opportunité de démettre de son grade l'officier intéressé.

Article 30.-

§ 1er. Les membres du conseil d'enquête doivent faire partie de la catégorie à laquelle appartient l'officier auxiliaire intéressé.

Ils sont au nombre de trois :

.../...

1° un colonel ou lieutenant-colonel des cadres actifs, qui préside le conseil;

2° un officier des cadres actifs du grade immédiatement supérieur à celui de l'officier intéressé;

3° un officier auxiliaire du même grade que celui de l'officier intéressé et d'ancienneté au moins égale à la sienne : si l'officier intéressé est le plus ancien dans son grade, le troisième membre sera un officier des cadres auxiliaires du grade immédiatement supérieur à celui de l'officier intéressé.
A défaut d'un officier des cadres auxiliaires, le troisième membre sera un officier des cadres actifs de grade et d'ancienneté au moins égaux à ceux de l'officier intéressé.

§ 2. Le président désigne un des membres du conseil d'enquête comme secrétaire.

§ 3. Le Ministre de la Défense nationale désigne, dès qu'il y a lieu à convocation du conseil d'enquête, les officiers qui en font partie.

Article 31.-

Le président du conseil d'enquête prévient l'officier intéressé par lettre recommandée à la poste de la date de la séance du conseil et de l'objet de celle-ci.

Cette lettre doit parvenir à l'intéressé au moins huit jours francs avant la date fixée pour la réunion; elle indiquera le lieu où le dossier qui sera soumis à l'avis du conseil, sera mis, pendant les

.../...

cinq jours qui précèdent la réunion, à la disposition de l'officier. En outre, cette lettre invite l'officier à comparaître en personne pour présenter sa défense ou, en cas d'impossibilité de comparaître, à envoyer sa défense par écrit.

Article 32.-

Si l'officier intéressé néglige de comparaître en personne, le conseil donne son avis au vu des seules pièces du dossier.

Article 33.-

L'enquête est faite par écrit, les déclarations du comparant sont actées si elles sont faites verbalement, ou jointes à l'enquête si elles sont présentées par écrit.

L'officier intéressé a la faculté de se faire assister par un conseil.

Des témoins peuvent être entendus pour l'instruction de la cause.

Les procès-verbaux sont signés par le président et par les membres.

Article 34.-

L'enquête terminée et après avoir délibéré, le conseil d'enquête donne un avis motivé aux termes duquel il y a lieu à démission du grade ou il n'y a pas lieu à démission du grade.

.../...

La motivation mentionne, le cas échéant, les circonstances atténuantes ou aggravantes.

Le président transmet le dossier avec l'avis du conseil d'enquête au Ministre de la Défense nationale.

Article 35.-

En cas de démission de grade, l'engagement de servir pendant cinq ans est résilié d'office et sans préavis.

Si l'intéressé n'a pas accompli deux ans de service actif, il reste soumis, le cas échéant, aux obligations des miliciens de son âge ou, s'il ne peut plus participer aux opérations de milice avec ces derniers, aux obligations des miliciens appartenant à la prochaine levée.

S'il a accompli au moins deux ans de service actif, il est placé immédiatement en congé illimité.

Article 36.-

La réglementation relative aux commissions militaires d'aptitude et de réforme est applicable aux officiers qui pourraient devoir quitter le cadre des officiers auxiliaires pour cause d'inaptitude physique.

.../...

CHAPITRE III. - DISPOSITIONS GENERALES ET TRANSITOIRES

Article 37.-

L'arrêté du Régent du 13 juillet 1950 concernant le statut des officiers auxiliaires de la force aérienne est abrogé.

Article 38.-

§ 1er. Les militaires de rang subalterne qui font partie, à la date de publication du présent arrêté, du personnel navigant breveté comme pilote ou navigateur ou du personnel navigant élève, peuvent demander leur agréation comme candidat officier auxiliaire s'ils étaient âgés de moins de 24 ans au moment de leur premier engagement ou rengagement comme candidat membre du personnel navigant, et s'ils remplissaient les conditions d'études fixées par l'article 1er de l'arrêté du Régent du 13 juillet 1950.

La demande d'agréation doit être introduite dans un délai de deux mois à partir de la publication du présent arrêté.

§ 2. Un comité dont la composition est fixée par le Ministre de la Défense nationale dresse la liste des candidats dignes d'être agréés et les classe suivant les services militaires accomplis.

§ 3. Les militaires qui se trouvent sur la liste visée au § 2 seront agréés aux dates suivantes:

.../...

1° au 1er juillet 1951 s'ils se sont engagés ou rengagés comme candidat au personnel navigant avant cette date;

2° à la date de leur engagement ou rengagement comme candidat du personnel navigant, s'ils se sont engagés ou rengagés après le 1er juillet 1951.

§ 4. A partir de la date de leur agréation le présent arrêté leur est applicable.

Toutefois, le Ministre de la Défense nationale fixera les conditions d'avancement de ces candidats dans les grades subalternes en tenant compte des grades déjà acquis.

§ 5. Pour l'application de l'article 23, le comité spécial devra classer les militaires visés au § 3, 2°, à la suite de ceux visés au § 3, 1°, du présent article.

Article 39.-

§ 1er. Les candidats officiers auxiliaires de la catégorie du personnel navigant recrutés avant le 1er juillet 1951 restent soumis à l'application de l'arrêté du Régent du 13 juillet 1950 jusqu'à la date de leur nomination au grade de sous-lieutenant auxiliaire. Cette date ne peut être postérieure au 1er octobre 1952.

Le Ministre de la Défense nationale détermine l'avancement de ces candidats dans les grades subalternes, compte tenu des grades qu'ils ont déjà acquis.

.../...

§ 2. Les militaires visés à l'article 38, § 3, 1°, nommés sous-lieutenant auxiliaire à la même date que les candidats visés au présent article, sont classés à la suite de ceux-ci.

Article 40.-

Les candidats officiers auxiliaires qui ont été recrutés entre le 1er juillet 1951 et la date de publication du présent arrêté restent soumis à l'application de l'article 1er de l'arrêté du Régent du 13 juillet 1950.

L'engagement ou le rengagement de servir durant six ans qu'ils avaient contracté par application de l'article 2 du même arrêté est réduit à cinq ans; la date de leur agréation est fixée à la date de cet engagement ou rengagement.

Article 41.-

Le présent arrêté sort ses effets le 1er juillet 1951.

Article 42.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Het ontwerp strekt om in bijzonderheden te regelen het statuut van de hulpofficieren van de luchtmacht, waarvan de algemene regelen zijn neergelegd in de artikelen 31 tot 34 bis van de wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht, gewijzigd bij de wet van 14 Juni 1951.

De artikelen 16, 17 en 27 van het ontwerp zijn echter een herhaling van sommige algemene regelen die reeds in die wet, onderscheidenlijk in artikel 32, vierde lid, artikel 33, § 1, tweede lid, en artikel 10, § 3, zijn geformuleerd.

De Raad van State adviseert, die bepalingen weg te laten ; men onthoude er zich van, bepalingen van wetgevende aard in een reglementaire vorm te laten voorkomen.

\+

\+ \+

Artikel 32 van de wet luidt als volgt : "De candidaten-hulpofficieren worden aangeworven onder de jongelingen die hun hogere middelbare studiën met welslagen beeindigd hebben of die in de proeven, van gelijke waarde, door de Koning bepaald, geslaagd zijn".

De wet heeft slechts één studievereiste gesteld; de Koning kan dan ook zoals hij in artikel 2, 5°, b, van het ontwerp heeft gedaan, voor de betrekkingen die hij bepaalt strengere eisen inzake gedane studies stellen. De bevoegdheid echter, om te bepalen welke examens dezelfde waarde hebben als die van de middelbare studiën van de hogere graad, kan hij niet aan de Minister van Landsverdediging overdragen, daar dit een bevoegdheid is die hem uitdrukkelijk door de wetgever is voorbehouden.

.../...

De Raad van State is van advies dat artikel 2, 5°, c, moet wegvallen voor zover het de Minister in het algemeen bevoegd maakt om te bepalen welke examens dezelfde waarde hebben als de eindexamens van middelbare studiën van de hogere graad.

\+

\+ \+

De regelen betreffende de ancienniteit van de officier worden, krachtens de artikelen 118 en 124 van de Grondwet, bij de wet bepaald.

Door een wet van 14 Juli 1930 was het, dat artikel 11 van de wet van 15 September 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren werd gewijzigd ten einde de officieren die langs het kader worden aangeworven en bepaalde universitaire studies hebben gedaan, een bijkomende ancienniteit te verlenen voor de toelating tot de graad van kapitein.

Ter uitvoering van deze wetsbepaling kwam tot stand het koninklijk besluit van 26 Augustus 1935, dat volgens artikel 23 van het ontwerp toepasselijk zou worden op sommige hulpofficieren die in het actief kader zijn opgenomen.

De wet van 15 September 1924 en die van 14 Juli 1930, waardoor die bijkomende ancienniteit is verleend, zijn niet van toepassing op de officieren van de luchtmacht, wier statuut is vastgesteld bij de wet van 3 April 1948, gewijzigd bij de wet van 14 Juni 1951; deze laatste wetten kennen geen bijkomende ancienniteit toe aan de officieren, die langs het kader worden aangeworven en bepaalde universitaire studies hebben gedaan.

.../...

Wanneer artikel 23 van het ontwerp het koninklijk besluit van 26 Augustus 1935 op sommige officieren van de luchtmacht wil toepasselijk verklaren, miskent het dus de regelen van het wettelijk statuut van de officieren van de luchtmacht betreffende de anciënniteit van die officieren.

De Raad van State adviseert, dat artikel 23 te schrappen.

\+

\+ +

Krachtens artikel 34 bis van de wet moet een geneeskundige commissie de Koning van advies dienen over de officieren van de drie categorieën, die voor de actieve dienst en de reservedienst lichamelijk ongeschikt zijn. De Raad van State is van oordeel dat dient te worden bepaald welke geneeskundige commissie om advies zal worden gevraagd en welke procedure voor die commissie zal worden gevolgd.

Daar de bedoeling van de Regering is, op de lichamelijk ongeschikte hulpofficieren het koninklijk besluit van 25 October 1950 tot instelling van de militaire commissie inzake geschiktheid en reform en van de militaire commissie van beroep inzake geschiktheid en reform, toepasselijk te verklaren, is de Raad van State van advies dat dit uitdrukkelijk zou moeten worden gezegd. Hij stelt een tekst in die zin voor.

\+

\+ +

.../...

Voor het overige zijn bij het ontwerp opmerkingen over de vorm te maken, waarmede in de hierna voorgestelde tekst rekening is gehouden.

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE HULPOFFICIEREN VAN DE LUCHTMACHT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht, gewijzigd bij de wet van 14 Juni 1951, namelijk op de artikelen 31 tot 34 bis ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. - CANDIDAAT-HULPOFFICIEREN.

Afdeling 1. - Werving.

Artikel 1.-

Om als candidaat-hulpofficier van de luchtmacht te worden aangenomen, moet men :

1° van Belgische nationaliteit zijn ;

2° vrij zijn van de ziekten of lichaamsgebreken die vrijstelling van militaire dienst of voorlopige afkeuring tot gevolg hebben ;

.../...

3° geslaagd zijn voor de lichamelijke en psychotechnische proeven, door de Minister van Landsverdediging bepaald ;

4° voldoen aan de volgende leeftijds- en studievereisten

a) voor de candidaten van het varend personeel : houder zijn van een gehomologeerd getuigschrift van middelbare studiën van de hogere graad en niet ouder zijn dan 24 jaar ;

b) voor de candidaten van het technisch en administratief personeel : houder zijn van de graad van technisch ingenieur of van een graad waarvoor twee of drie jaren hogere studies vereist zijn en niet ouder zijn dan 26 jaar ; houder zijn van een academische graad waarvoor ten minste vier jaar hogere studies vereist zijn en niet ouder zijn dan 28 jaar.

Artikel 2.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt ieder jaar hoeveel candidaten voor iedere categorie kunnen worden aangenomen.

Artikel 3.-

De Minister van Landsverdediging neemt de candidaat-hulpofficieren aan.

Ieder jaar bepaalt hij het aantal opleidingscyclussen voor de candidaten, de aanvangsdatum van iedere cyclus en het aantal voor iedere cyclus per categorie toe te laten candidaten.

.../...

Hij bepaalt ook binnen welke termijnen de aanvragen om aanneming moeten zijn ingediend.

Artikel 4.-

De candidaten die tot een zelfde opleidingscyclus behoren, worden allen op dezelfde datum aangenomen.

Artikel 5.-

De niet aangenomen candidaat kan zijn candidatuur een tweede maal voordragen.

Artikel 6.-

Welke zijn militaire toestand ook zij, de candidaat ondertekent een dienstverbintenis voor vijf jaar, ingaande op de datum van zijn aanneming.

De candidaat behoudt de graad waarmede hij bij zijn aanneming in het actief of reservekader is bekleed.

Artikel 7.-

§ 1. De candidaat die de hoedanigheid van militair nog niet heeft verkregen, moet uiterlijk de dag vóór die welke voor de aanneming is vastgesteld een voorafgaande dienstverbintenis van twee jaar aangaan ; die dienstverbintenis wordt aangegaan bij toepassing van het bepaalde in de dienstplichtwet.

§ 2. De candidaat, militair met onbepaald verlof, kan uiterlijk de dag vóór die welke voor de aan-

.../...

neming is vastgesteld, bij toepassing van de dienstplichtwet een voorafgaande nieuwe dienstverbintenis aangaan; in zodanig geval wordt hij weder in de getalsterkte opgenomen met de graad waarmede hij in het reservekader was bekleed.

Artikel 8.-

§ 1. De candidaat die overeenkomstig artikel 7, § 1, een voorafgaande dienstverbintenis heeft aangegaan en die niet is aangenomen, bekomt op zijn aanvraag dat zijn dienstverbintenis wordt verbroken. Bij voorkomend geval blijven voor hem gelden de verplichtingen van de dienstplichtigen van zijn leeftijd of, zo hij met deze laatsten niet meer aan de militieverrichtingen kan deelnemen, de verplichtingen van de dienstplichtigen behorende tot de aanstaande lichting.

§ 2. De voorafgaande nieuwe dienstverbintenis, door de candidaat, gewezen militair met onbepaald verlof, overeenkomstig artikel 7, § 2, aangegaan, wordt ambtshalve verbroken zo de candidatuur niet is aangenomen; op aanvraag van de belanghebbende kan hem,voordat hij met onbepaald verlof wordt gezonden,een opzeggingstermijn van drie maanden worden verleend

Nochtans wordt die nieuwe dienstverbintenis niet ambtshalve verbroken zo de belanghebbende van de Minister van Landsverdediging de machtiging verkrijgt om zich voor een eerstvolgende aanneming opnieuw aan te melden; in zodanig geval behoudt hij zijn graad totdat hij is aangenomen. Wordt hij niet aangenomen, dan is op hem het eerste lid van deze paragraaf van toepassing.

.../...

Afdeling 2.- Bevordering in de lagere graden en opleiding van de aangenomen candidaten.

Artikel 9.-

De opleiding van de aangenomen candidaat omvat een bijzondere opleidingsphase voor elke categorie en een proeftijd in een eenheid of dienst.

Het programma van de opleiding, de duur van de opleidingsphase voor iedere categorie en de duur van de proeftijd worden door de Minister van Landsverdediging bepaald.

De Minister kan bij voorkomend geval de proeftijd in een eenheid of dienst laten vervallen.

Artikel 10.-

Onder welke voorwaarden de aangenomen candidaten in de lagere graden worden bevorderd, wordt door de Minister van Landsverdediging bepaald.

Die voorwaarden kunnen verschillen naar gelang van de categorie en de gestelde opleidingstermijn.

Afdeling 3. - Verbreking van de dienstverbintenis van de aangenomen candidaten.

Artikel 11.-

§ 1. Wordt de aangenomen candidaat niet tot hulponderluitenant benoemd, dan wordt de dienstverbintenis van vijf jaar, waarvan sprake in artikel 6, ambtshalve verbroken.

.../...

§ 2. Die verbreking heeft tot gevolg dat de dienstverbintenis op grond van artikel 7, § 1, aangegaan, opnieuw van kracht wordt. De als aangenomen candidaat doorgebrachte tijd wordt van de duur van de voorafgaande dienstneming niet afgetrokken. De belanghebbende heeft opnieuw de graad die hij in het actief kader had verkregen en die hij eventueel bekleedde bij zijn aanneming.

§ 3. Ten aanzien van de aangenomen candidaat, gewezen militair met onbepaald verlof, heeft die verbreking tot gevolg dat hij met onbepaald verlof wordt gezonden; op zijn verzoek kan hem, voordat hij met onbepaald verlof wordt gezonden, een opzeggingstermijn van drie maanden worden verleend.

Nochtans kan de nieuwe dienstverbintenis die de belanghebbende eventueel op grond van artikel 7, § 2, heeft aangegaan, op zijn verzoek opnieuw van kracht worden. De als aangenomen candidaat doorgebrachte tijd wordt van de duur van de wederdienstneming niet afgetrokken.

De belanghebbende heeft opnieuw de graad die hij in het actief kader had verkregen en die hij eventueel bekleedde bij zijn aanneming.

§ 4. Ten aanzien van de dienstplichtige brengt die verbreking de verplichting mede zijn actieve dienst-tijd te voltooien. De als aangenomen candidaat doorgebrachte tijd wordt van de duur van die diensttijd niet afgetrokken.

Hij heeft opnieuw de graad die hij eventueel bekleedde bij zijn aanneming.

§ 5. Ten aanzien van de aangenomen candidaat, reserveofficier, heeft die verbreking tot gevolg dat hij opnieuw in het reservekader wordt opgenomen ; op zijn verzoek kan hem een opzeggingstermijn van drie maanden worden verleend.

.../...

De als aangenomen candidaat doorgebrachte tijd wordt van zijn ancienniteit als reserveofficier niet afgetrokken.

Artikel 12.-

§ 1. Indien de aangenomen candidaat van het varend personeel enkel voor de vliegdienst ongeschikt wordt, wordt de dienstverbintenis voor vijf jaar, in artikel 6 bedoeld, ambtshalve verbroken en is artikel 11, §§ 2 tot 5, op hem van toepassing.

§ 2. Die candidaat kan, zo hij door zijn hiërarchische meerderen gunstig is aangetekend, op zijn verzoek bekomen dat hij met zijn graad in actieve dienst wordt behouden met het oog op zijn eventuele aanneming in een andere categorie.

Die aanneming moet bij voorkomend geval plaats hebben samen met die van de candidaten van de zittijd die het eerst in die categorie open wordt verklaard; de candidaat behoudt de vroeger behaalde graad.

Op de datum van aanneming in de nieuwe categorie begint een nieuwe dienstverbintenis voor vijf jaar.

Wordt de candidaat niet aangenomen in zijn nieuwe categorie, dan is artikel 11, §§ 2 tot 5, op hem van toepassing.

.../...

HOOFDSTUK II. - HULPOFFICIEREN.

Afdeling 1.- Benoeming tot de graad van hulponderluitenant.

Artikel 13.-

Om tot hulponderluitenant te worden benoemd, moet de candidaat de volgende voorwaarden vervullen :

1° hebben voldaan bij een vakexamen, dat de in artikel 9 bedoelde bijzondere opleidingsphase voor iedere categorie afsluit ;

2° bij voorkomend geval de in artikel 9 bedoelde proeftijd in een eenheid of dienst hebben doorgemaakt ;

3° van de dag van de aanneming af 15 maanden werkelijke dienst tellen wat de candidaten van het varend personeel betreft en respectievelijk 12 en 6 maanden wat betreft de candidaten van het technisch en het administratief personeel, in artikel 1, 3°, b, bedoeld ;

4° door zijn hiërarchische meerderen gunstig zijn aangetekend.

Artikel 14.-

Is de candidaat-hulpofficier reserveofficier, dan moet hij zijn ontslag als reserveofficier indienen de dag vóór die waarop hij tot de graad van hulponderluitenant wordt benoemd.

Afdeling 2.- Ondergeschiktheid.

Artikel 15.-

Inzake ondergeschiktheid bekleedt de hulpofficier in vredestijd dezelfde rang als de reserveofficier die zich er toe verbonden heeft voor een beperkte duur bij een actieve formatie te dienen.

.../...

Artikel 16.-

De ondergeschiktheid van de hulpofficieren onderling wordt bepaald door de anciënniteit in de laatste graad.

Heeft het brevet van de laatste graad dezelfde datum, dan wordt de ondergeschiktheid bepaald door de anciënniteit als hulponderluitenant en, bij gelijke anciënniteit als onderluitenant, door de rangschikking voor het bekomen van die graad.

Afdeling 3.- Overgang naar een andere categorie.

Artikel 17.-

De hulpofficier mag niet naar een andere categorie overgaan.

Artikel 18.-

§ 1. De hulpofficier van het varend personeel die enkel voor de vliegdienst ongeschikt wordt bevonden, wordt ambtshalve uit het varend personeel geschrapt.

Nochtans kan de Minister van Landsverdediging de belanghebbende, zo deze hierom verzoekt, in een betrekking van zijn categorie behouden tot wanneer hij een diensttijd van ten minste twee jaar heeft volbracht, en hem daarna met onbepaald verlof zenden.

§ 2. In afwijking van artikel 17,kan de hulpofficier van het varend personeel die enkel voor de vliegdienst ongeschikt is bevonden, op zijn verzoek door de Minister van Landsverdediging in een andere categorie worden overgeplaatst om er de termijn van zijn dienstverbintenis te beëindigen. De Minister van Landsverdediging wint het advies in van een bijzondere commissie, waarvan hij de samenstelling bepaalt.

.../...

Artikel 19.-

Heeft de hulpofficier, die enkel voor de vliegdienst ongeschikt is bevonden, niet bekomen dat hij in een andere categorie wordt overgeplaatst of tijdelijk in dienst wordt gehouden, dan wordt zijn dienstverbintenis ambtshalve verbroken.

In zodanig geval wordt hij onmiddellijk met onbepaald verlof gezonden zo hij bij zijn dienstneming militair met onbepaald verlof of reserveofficier was of zo hij ten minste twee jaar actieve dienst heeft gedaan.

Heeft de belanghebbende niet ten minste twee jaar actieve dienst gedaan, dan blijven voor hem bij voorkomend geval gelden de verplichtingen van de dienstplichtigen van zijn leeftijd of, zo hij met deze laatsten niet meer aan de militieverrichtingen kan deelnemen, de verplichtingen van de dienstplichtigen behorende tot de aanstaande lichting.

Artikel 20.-

De officier die zijn overplaatsing in een andere categorie heeft bekomen, neemt er rang in met zijn graad en met zijn anciënniteit van onderluitenant.

In zodanig geval gelden voor hem de regelen volgens welke worden gerangschikt de officieren van het actief kader die naar een andere categorie zijn overgegaan.

.../...

Afdeling 4.- Overgang naar het actief kader.

Artikel 21.-

Om in het actief kader te worden opgenomen, moet de hulpofficier :

1° geslaagd zijn voor het wetenschappelijk en letterkundig examen, voorgeschreven door de reglementering betreffende de aanwerving van de onderluitenants langs het kader, of krachtiens die zelfde reglementering daarvan vrijgesteld zijn;

2° geslaagd zijn voor de eindexamens van de vervolmakingscursus voor officieren van het actief kader;

3° geslaagd zijn voor het taalexamen, bij de wet van 30 Juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger voorgeschreven voor het definitief examen van onderluitenant langs het kader;

4° door zijn hiërarchische meerderen gunstig zijn aangetekend.

Artikel 22.-

In afwijking van de reglementsbepalingen betreffende de aanwerving van de onderluitenants langs het kader, kan de candidaat-hulpofficier of de hulpofficier welke zijn leeftijd ook zij het in artikel 21, 1°, bedoeld examen tijdens zijn dienstneming afleggen.

.../...

Artikel 23.-

De candidaten die aan de bij artikel 21 gestelde voorwaarden voldoen, worden gerangschikt door een bijzonder comité waarvan de Minister van Landsverdediging de samenstelling bepaalt.

Artikel 24.-

De candidaten worden in de volgorde, opgemaakt door het in artikel 23 bedoeld comité, in het actief kader opgenomen, tot het beloop van het aantal betrekkingen dat jaarlijks voor iedere categorie wordt bepaald.

Die opneming heeft plaats bij het einde van het vijfde jaar van de aanneming als candidaat-hulpofficier.

Artikel 25.-

§ 1. De hulpofficier wordt met zijn graad in het actief kader opgenomen.

§ 2. Zijn ancienniteit als onderluitenant wordt vastgesteld op 27 December van het tweede jaar volgend op dat van zijn aanneming als candidaat-hulpofficier, onverschillig in welke maand die aanneming plaats had.

De ancienniteit als onderluitenant mag echter nooit meer bedragen dan die als hulponderluitenant.

§ 3. Het verlies van ancienniteit, als hulpofficier ondergaan, wordt van de ancienniteit als onderluitenant van het actief kader afgetrokken.

.../...

Artikel 26.-

De hulpofficieren die in het actief kader met gelijke anciënniteit als onderluitenant zijn opgenomen, worden onderling gerangschikt overeenkomstig hun anciënniteit als hulponderluitenant en, bij gelijke anciënniteit in die graad, overeenkomstig de rangschikking waarvan in artikel 23 sprake.

Artikel 27.-

De hulpofficier die ingevolge zijn anciënniteit als onderluitenant, volgens artikel 25, § 2, bepaald, voor de bevordering zou worden gerangschikt onder officieren met een graad beneden de zijne, zal een voorlopige rangschikking krijgen na de officieren van zijn graad, tot de officieren van zijn categorie met meer anciënniteit in de graad van onderluitenant van het actief kader dan hij tot de bedoelde graad worden bevorderd; op dat ogenblik wordt hij gerangschikt na die officieren, die tot die nieuwe graad zijn bevorderd.

Afdeling 5.- Overgang naar het reservekader.

Artikel 28.-

De hulpofficier die bij het einde van zijn dienstverbintenis van vijf jaar niet in het actief kader wordt opgenomen, wordt in het reservekader geplaatst met zijn graad en met zijn anciënniteit als hulponderluitenant of met de anciënniteit als reserveonderluitenant die hij vóór zijn overgang naar het hulpkader had verkregen.

.../...

Afdeling 6.- Ontslag uit de graad.

Artikel 29.-

Wanneer om tuchtredenen, wegens zedelijke ongeschiktheid of wegens beroepsonbekwaamheid geoordeeld wordt dat een hulpofficier niet langer voldoening geeft, stelt zijn korpscommandant hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de Minister van Landsverdediging, een omstandig verslag op.

Van dat verslag,alsmede van de gebeurlijke adviezen van de intermediaire chefs,wordt aan de belanghebbende officier kennis gegeven; deze plaatst er zijn handtekening op onder de vermelding "Gezien"; binnen een termijn van acht dagen te rekenen van zijn handtekening kan hij er een memorie van verantwoording aan toevoegen.

Het verslag wordt overgemaakt aan de Minister van Landsverdediging die, indien hij oordeelt dat de ten laste gelegde feiten het ontslag uit de graad tot gevolg kunnen hebben, bevel zal geven tot de bijeenroeping van een onderzoeksraad, er mede belast de Koning van advies te dienen omtrent de gepastheid om de belanghebbende officier uit zijn graad te ontslaan.

Artikel 30.-

§ 1. De leden van de onderzoeksraad moeten tot dezelfde categorie als de belanghebbende hulpofficier behoren.

.../...

Zij zijn drie in getal :

1° een kolonel of luitenant-kolonel van het actief kader, die de raad voorzit;

2° een officier van het actief kader met een graad onmiddellijk boven die van de belanghebbende officier;

3° een hulpofficier met dezelfde graad als die van de belanghebbende officier en met ten minste dezelfde anciënniteit: is de belanghebbende officier in zijn graad de oudste in dienst, dan is het derde lid een officier van het hulpkader van de graad onmiddellijk boven die van de belanghebbende officier. Bij ontstentenis van een officier van het hulpkader, is het derde lid een officier van het actief kader met ten minste dezelfde graad en anciënniteit als de belanghebbende officier.

§ 2. De voorzitter wijst een van de leden van de onderzoeksraad als secretaris aan.

§ 3. De Minister van Landsverdediging wijst, zodra er aanleiding toe bestaat de onderzoeksraad bijeen te roepen, de officieren aan die er lid van zijn.

Artikel 31.-

De voorzitter van de onderzoeksraad verwittigt de belanghebbende officier bij ter post aangetekende brief van de datum en het voorwerp van de raadszitting.

.../...

Die brief moet de belanghebbende ten minste acht vrije dagen vóór de voor de vergadering vastgestelde datum bereiken; hij moet de plaats aanduiden, waar het dossier dat voor advies aan de commissie zal voorgelegd worden, gedurende de vijf dagen welke aan de vergadering voorafgaan, ter beschikking van de officier zal worden gehouden. Die brief verzoekt bovendien de officier persoonlijk te verschijnen om zijn verweer voor te dragen of, zo het hem niet mogelijk is te verschijnen, zijn verweer schriftelijk in te dienen.

Artikel 32.-

Ingeval de belanghebbende officier niet persoonlijk verschijnt, geeft de raad zijn advies, alleen rekening houdende met de stukken van het dossier.

Artikel 33.-

Het onderzoek wordt schriftelijk gedaan, de verklaringen van de persoon die verschijnt worden opgetekend indien zij mondeling gedaan worden of bij het onderzoek gevoegd indien zij schriftelijk voorgelegd worden.

De belanghebbende officier kan zich door een raadsman doen bijstaan.

Ook getuigen kunnen voor het onderzoek van het geval worden gehoord.

De processen-verbaal worden door de voorzitter en de leden ondertekend.

.../...

Artikel 34.-

Is het onderzoek geëindigd, dan geeft de onderzoeksraad, na daarover te hebben beraadslaagd, een beredeneerd advies luidens hetwelk er al dan niet aanleiding toe bestaat uit de graad te ontslaan.

De motivering vermeldt bij voorkomend geval de verzachtende of de verzwarende omstandigheden.

De voorzitter maakt het dossier samen met het advies van de onderzoeksraad aan de Minister van Landsverdediging over.

Artikel 35.-

Bij ontslag uit de graad wordt de dienstverbintenis voor vijf jaar ambtshalve en zonder opzegging verbroken.

Heeft de belanghebbende geen twee jaar actieve dienst volbracht, dan blijven voor hem bij voorkomend geval gelden de verplichtingen van de dienstplichtigen van zijn leeftijd of, zo hij met deze laatsten niet meer aan de militieverrichtingen kan deelnemen, de verplichtingen van de dienstplichtigen behorende tot de aanstaande lichting.

Heeft hij ten minste twee jaar actieve dienst volbracht, dan wordt hij onmiddellijk met onbepaald verlof gezonden.

.../...

Artikel 36.-

De reglementering betreffende de militaire commissies inzake geschiktheid en reform is van toepassing op de officieren die wegens lichamelijke ongeschiktheid het kader van de hulpofficieren zouden moeten verlaten.

HOOFDSTUK III.- ALGEMENE EN OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 37.-

Het besluit van de Regent van 13 Juli 1950 betreffende het statuut van de hulpofficieren der luchtmacht wordt opgeheven.

Artikel 38.-

§ 1. De militairen van lagere rang die op de datum van de bekendmaking van dit besluit tot het brevethoudend varend personeel als vliegtuigbestuurder of stuurman of tot het lerend varend personeel behoren, kunnen om hun aanneming als candidaat-hulpofficier verzoeken zo zij bij hun eerste dienstneming of wederdienstneming als candidaat bij het varend personeel, minder dan 24 jaar oud waren en zo zij voldeden aan de studievereisten gesteld bij artikel 1 van het besluit van de Regent van 13 Juli 1950.

De aanvraag om aanneming moet binnen een termijn van twee maanden te rekenen van de bekendmaking van dit besluit zijn ingediend.

.../...

§ 2. Een comité, waarvan de samenstelling door de Minister van Landsverdediging bepaald wordt, maakt de lijst op van de candidaten die waardig zijn om aangenomen te worden, en rangschikt hen volgens de volbrachte militaire dienst.

§ 3. De militairen, op de in § 2 bedoelde lijst opgenomen, worden op de volgende data aangenomen :

1° op 1 Juli 1951 indien zij vóór die datum als candidaat bij het varend personeel dienst hebben genomen of weder dienst hebben genomen;

2° op de datum van hun dienstneming of wederdienstneming als candidaat bij het varend personeel, zo zij na 1 Juli 1951 dienst hebben genomen of weder dienst hebben genomen.

§ 4. Vanaf de datum van hun aanneming is dit besluit op hen van toepassing.

De Minister van Landsverdediging bepaalt echter onder welke voorwaarden die candidaten in de lagere graden met inachtneming van de reeds verkregen graden, bevorderd worden.

§ 5. Voor de toepassing van artikel 23 moet het bijzonder comité de in § 3, 2°, bedoelde militairen rangschikken na die welke in § 3, 1°, van dit artikel zijn bedoeld.

Artikel 39.-

§ 1. De candidaat-hulpofficieren van de categorie varend personeel, die vóór 1 Juli 1951 zijn aangeworven,

.../...

blijven tot de datum waarop zij tot de graad van hulp-onderluitenant worden benoemd onder toepassing van het besluit van de Regent van 13 Juli 1950. Die datum mag niet later worden genomen dan 1 October 1952.

De Minister van Landsverdediging bepaalt de bevordering van die candidaten in de lagere graden met inachtneming van de reeds verkregen graden.

§ 2. De in artikel 38, § 3, 1°, bedoelde militairen, die op dezelfde datum als de bij dit artikel bedoelde candidaten tot hulponderluitenant worden benoemd, worden na laatstgenoemden gerangschikt.

Artikel 40.-

De candidaat-hulpofficieren die tussen 1 Juli 1951 en de datum van bekendmaking van dit besluit zijn aangeworven, blijven onder toepassing van artikel 1 van het besluit van de Regent van 13 Juli 1950.

De dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis voor zes jaar, welke zij bij toepassing van artikel 2 van dat besluit hebben aangegaan, wordt op vijf jaar gebracht; de datum van hun aanneming wordt vastgesteld op de datum van deze dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis.

.../...

Artikel 41.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 Juli 1951.

Artikel 42.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de

Messieurs: de Heren :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M.SOMERHAUSEN, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	L.FREDERICQ, G. DOR,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister
de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.